



Conférence de presse à Bruxelles après les révélations de Wikileaks

Ingérence du régime iranien en Irak et intrigues contre Achraf



Conférence de presse à Bruxelles le 26 octobre 2010

La Résistance iranienne appelle les Etats-Unis à :

- *Mettre fin à l'ingérence du régime iranien en Irak et créer un tribunal international pour enquêter sur les crimes de Maliki.*
- *Reprendre la protection des résidents d'Achraf.*
- *Réaffirmer que les Achrafiens sont des « personnes protégées » par la 4e Convention de Genève*
- *Lever le blocus injuste d'Achraf, mettre fin à la torture psychologique des résidents.*

De nouvelles preuves de l'ingérence et des crimes du régime iranien en Irak ont été mis en lumière le 26 octobre par le CNRI dans une conférence de presse à Bruxelles. Ces révélations interviennent quelques jours après la divulgation de centaines de milliers de documents sur l'Irak par le site Wikileaks. Les panelistes se sont focalisés sur le camp d'Achraf en Irak, où des milliers d'opposants iraniens résident, invoquant les menaces

pesant sur les militants politiques avec l'ingérence de Téhéran et les violations des droits humains commises par le gouvernement irakien actuel. À la lumière de ces menaces, les orateurs ont appelé les forces américaines à reprendre le contrôle de la sécurité du camp, en disant que l'immixtion des mollahs en Irak ne laisse aucune excuse à Washington pour abandonner cette responsabilité. *Suite page 2*

Réunion pour les 1000 femmes d'Achraf au Parlement européen

Mercredi 27 octobre, le **Groupe de solidarité du parlement européen avec les femmes pour un Iran libre** a organisé une réunion au PE à Bruxelles. Y ont pris part notamment la présidente du groupe, la Slovaque Edit Bauer, et les eurodéputées slovène Romana Jordan-Cizelj, et irlandaise Maryan Harkin,

ainsi que Dolat Nourouzi représentante du CNRI en Grande-Bretagne, et Farideh Karimi du CNRI.

Les femmes en Iran rejettent le régime des mollahs dans sa totalité, a dit **Edit Bauer**, elles veulent son renversement. Avec ses peines de lapidation et l'arrestation des avocats des

Suite page 4



Edit Bauer, Présidente du groupe de solidarité du PE avec les femmes pour un Iran libre

« Nous sommes surtout inquiètes pour le millier de femmes du camp d'Achraf qui sont à l'avant-garde du mouvement de la résistance. »

L'ingérence des mollahs n'a cessé de s'intensifier en Irak

Dans une conférence de presse à Bruxelles le 26 octobre, la Résistance iranienne a exposé de nouveaux documents démontrant la nécessité pour les Etats-Unis de reprendre la sécurité d'Achraf.

Suite de la page 1

Le premier orateur qui présidait la conférence, **Gilles Paruelle, ancien bâtonnier du Val d'Oise** près de Paris, a raconté son expérience du Camp d'Achraf, au nord de Bagdad "Aujourd'hui il est absolument impossible pour un tiers de pouvoir visiter les personnes dans le camp, a-t-il déploré, ni pour les médecins, ni pour les avocats. Ces personnes sont démunies parfois de nourriture, sont interdites de soins et n'ont même pas la possibilité de se faire assister par l'avocat qu'elles ont choisi. Achraf c'est une véritable ville avec commerces, mosquée, stade, piscine et parc. A plusieurs reprises, les troupes irakiennes ont fait irruption dans le camp d'Achraf et au mois de juillet 2009, il y a eu des exactions qui ont entraîné plusieurs morts. Ces personnes représentent le symbole même de la résistance iranienne aux portes de l'Iran. Le régime iranien a tout intérêt à faire en sorte que ce camp disparaisse."

Tunne Kalam, député estonien du Parlement européen, a dit avoir été l'un des derniers à visiter Achraf en octobre 2008, avant que le gouvernement irakien n'impose un blocus inhumain à la demande de Téhéran. L'eurodéputé, qui siège à la commission des affaires étrangères et à la délégation pour l'Irak, est également vice-président de l'intergroupe des Amis d'un Iran Libre.

Il a salué les Achrafiens pour la force de leurs relations humaines. Ils font extrêmement peur au régime iranien, a-t-il précisé, à cause de leur position politique et parce qu'ils inspirent la jeunesse iranienne en incarnant une future société libérée.

« Nous avons mis en garde à maintes reprises sur la situation à Achraf et l'on voit à présent confirmer le sérieux de ces avertissements. Nous rappelons aux États-Unis leurs obligations vis-à-vis des résidents, des obligations auxquelles ils ne peuvent déroger. » M. Kalam a ajouté : « Au Parlement européen, nous avons adopté une résolution très claire sur Achraf, dans laquelle les représentants



De g. à dr.: L'eurodéputé estonien Tunne Kalam, le bâtonnier Gilles Paruelle et le président de la commission des Affaires étrangères du CNRI Mohammad Mohadessine

“
**L'ingérence
du régime
iranien comme
la conduite
criminelle du
gouvernement
Maliki non
seulement
n'ont pas
diminué, mais
ont en réalité
augmenté.**

**Mohammad
Mohadessine**

élus des peuples européens appellent à la reconnaissance des droits des résidents comme des personnes protégées en vertu de la 4^e Convention de Genève (...). Nous demandons aux forces américaines de revenir à Achraf et à l'équipe de surveillance la MANUI de s'y installer. »

M. Kalam a ajouté que c'était un appel non seulement du Parlement européen, mais aussi de 4.000 autres parlementaires dans le monde rassemblés au sein du Comité international pour l'application de la Justice. « Cela montre que les démocrates du monde entier se tiennent aux côtés de l'OMPI, qui est le principal mouvement d'opposition iranien », a-t-il dit.

Mohammad Mohadessine, président de la commission des affaires étrangères du CNRI, a également pris la parole, se déclarant en « plein accord avec les forces irakiennes démocratiques comme le bloc al-Iraqiya dirigée par le Dr Iyad Allawi, qui ont appelé à un tribunal international pour juger Maliki, ceux qui sont de connivence avec lui et d'autres agents du régime iranien en Irak ». « Malheureusement, a-t-il déploré, on est loin d'avoir saisi la véritable ampleur des crimes commis en Irak par le régime clérical et le gouvernement qu'il soutient à Bagdad. Bien que les récentes révélations [sur Wikileaks] couvrent une période allant jusqu'à la fin de 2009, nos rapports indiquent que la

vague de crimes a déferlé tout au long de 2010 jusqu'à aujourd'hui. »

« Ces sept dernières années, la Résistance iranienne a divulgué plus de 4.300 rapports concrets et informations sur l'ingérence de Téhéran en Irak et a remis ces renseignements aux autorités compétentes. Pour ne citer qu'un exemple, nous avons révélés il y a quatre ans les noms et coordonnées de plus de 32.000 agents irakiens de Téhéran touchant un salaire mensuel du régime. »

Il a ajouté que l'ingérence de Téhéran s'est aggravée en raison de ses plans pour ouvrir la voie à un second mandat de Maliki au poste de premier ministre.

Citant plusieurs exemples de cette ingérence, y compris l'entrée clandestine d'armes et de groupes terroristes en Irak, M. Mohadessine a révélé un document montrant dans quelle mesure Maliki était au service des intérêts des mollahs à Bagdad. Il est daté du 11 novembre 2009 et a été obtenu par la Résistance iranienne de l'intérieur de la Force terroriste Qods.

« Malheureusement, a ajouté M. Mohadessine, malgré l'existence de faits incroyablement clairs et évidents, en raison de sa politique de complaisance avec Téhéran et ces dernières années en raison de la décision du président Obama de mener une politique de négociations directes et inconditionnelles avec le régime, le gouvernement des États-Unis a effectivement facilité ►►

Le vice-président du Parlement Européen : les documents sur Wikileaks montrent des crimes de guerre



Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen

UPI, 26 octobre – Le vice-président du Parlement Européen a déclaré que les documents publiés la semaine dernière par Wikileaks indiquent que le régime irakien est coupable de crimes de guerre. Le Dr. Alejo Vidal-Quadras, qui est aussi président du Comité International pour l'Application de la Justice, a dit que les actions du premier ministre irakien Nouri al-Maliki et de ses subordonnés, de même que celles du corps des gardiens de la révolution et du groupe terroriste Qods sont « considérées comme des crimes contre l'humanité et les responsables de ces crimes devraient en être tenus responsables par la communauté internationale ». Wikileaks a publié vendredi 400 000 pages de documents liés à la guerre en Irak. Les déclarations de Quadras concernaient

le traitement réservé aux prisonniers du Camp d'Achraf, notamment les allégations de torture et d'autres mauvais traitements infligés aux détenus.

« Les documents exposés révèlent que le gouvernement américain connaissait en détail les interventions politiques, militaires et terroristes du régime iranien en Irak », a accusé Quadras, citant l'article du New York Times de samedi qui déclarait que l'armée américaine avait été avertie que l'Irak « prenait le contrôle de l'Irak à de nombreux niveaux ».

En 2008, le Comité International pour l'application de la Justice avait demandé aux États-Unis de ne pas transférer le contrôle du Camp d'Achraf aux Irakiens, craignant une « catastrophe humanitaire ».

Depuis que Barack Obama est devenu président des États-Unis, l'influence de l'Irak en Irak s'est même renforcée, a déclaré Quadras.

« Le siège cruel de 22 mois contre Achraf et les 6 mois de torture psychologique des résidents du camp doit se prendre fin et les agents du ministère iranien du Renseignement, qui se sont illégalement installés à l'entrée principale et dans l'aile sud du camp soutenus uniquement par le gouvernement irakien et les forces armées, doivent être renvoyés », a dit Quadras dans une déclaration.

Les informations de Wikileaks ne sont qu'une partie de la réalité



Efe (Espagne) 26 octobre: Le CNRI, principal mouvement d'opposition du régime islamiste de Téhéran, a révélé aujourd'hui que les informations confidentielles divulguées récemment par Wikileaks sur la guerre d'Irak sont « seulement une partie de la réalité ».

Dans une conférence de presse organisée à Bruxelles, le président de la Commission des Affaires étrangères de l'organisation iranienne, M. Mohadessine, a demandé à la communauté internationale de mettre fin à l'ingérence du régime iranien en Irak.

Mohadessine a parlé de l'influence de l'Irak sur les mouvements subversifs qui opèrent dans le pays voisin, avec pour objectif de déstabiliser et d'empêcher les groupes et les partis démocrates d'instaurer un gouvernement stable en Irak.

Il a regretté que les États-Unis aient « ignoré » cette réalité des informations révélées récemment par Wikileaks sur la guerre d'Irak et d'autres documents apportés par le groupe d'opposants comme une liste avec les noms de 32000 « mercenaires » iraniens qui opèrent en Irak.

Mohadessine a demandé à la communauté internationale de prendre des mesures pour faire face à cette situation, avec la création d'un tribunal spécial pour juger « les crimes » d'Al Maliki.

►► les efforts des mollahs pour exporter le terrorisme à l'étranger et mener à bien les violations brutales et systématiques des droits de l'homme en Iran. »

Un des résultats les plus évidents de cette politique erronée, a-t-il dit, « a été la décision de Washington de renoncer à ses obligations internationales concernant le camp d'Achraf et de violer un accord signé avec chacun des résidents, qui sont des personnes protégées en vertu de la Quatrième Convention de Genève. »

« En 2008, avec les avocats et les juristes défendant Achraf, et les comités parlementaires, nous avons demandé à plusieurs reprises au gouvernement des États-Unis de ne pas transférer la protection des résidents d'Achraf aux forces irakiennes. Nous avons averti que ce transfert servirait de signe avant-coureur à l'apparition d'une catastrophe humanitaire. Washington a répondu que le gouvernement irakien avait donné l'assurance de traiter les résidents conformément aux normes internationales et humanitaires. »

Les documents révélés, a poursuivi M. Mohadessine, « montrent clairement que sous la présidence Obama, l'ingérence du régime iranien comme la conduite criminelle du gouvernement Maliki non seulement n'ont pas diminué, mais ont en réalité augmenté. Les actions répressives contre le camp d'Achraf ces deux dernières années, en particulier les crimes horribles perpétrés les 28 et 29 juillet 2009, deux années de blocus inhumain sur le camp, et neuf mois de torture psychologique des habitants avec 80 haut-parleurs méga puissants, sont des exemples de ces mesures néfastes. »

M. Mohadessine a conclu que pour réussir à se démarquer de ces crimes, les États-Unis devaient prendre des mesures urgentes, en particulier :

• **Mettre fin à l'ingérence du régime iranien** en Irak et créer un tribunal international pour enquêter sur les crimes de Maliki, ceux qui ont collaboré avec lui et les agents de Téhéran dans ce pays pour leurs crimes contre l'humanité ;

• **Retirer l'OMPI de la liste américaine**

des organisations terroristes étrangères, une mesure faisant partie de la même politique erronée ;

• **Reprendre la protection des résidents d'Achraf** avec l'installation des forces américaines à Achraf et d'une équipe de surveillance la MANUI dans le camp, et s'efforcer d'expulser les forces irakiennes de l'intérieur d'Achraf en vue d'empêcher une autre catastrophe ;

• **Réaffirmer que les résidents d'Achraf demeurent des « personnes protégées »** en vertu de la Quatrième Convention de Genève et qu'ils doivent continuer à jouir des droits fondamentaux et des protections offertes par cette convention.

• **Prendre des mesures pour lever le blocus** injuste de 22 mois d'Achraf,

• **Mettre fin aux neuf mois de torture psychologique** des résidents

• **Expulser les agents du ministère du renseignement des mollahs** qui campent illégalement à l'entrée principale du camp et à l'aile sud avec l'aide et le soutien du seul gouvernement irakien et de ses forces.

1000 femmes d'Achraf

Suite de la page 1

prisonniers politiques, ce régime a montré qu'il n'a pas le moindre respect pour les droits des femmes. Nous sommes surtout inquiètes pour le millier de femmes du camp d'Achraf qui sont à l'avant-garde du mouvement de la résistance pour les droits humains, l'égalité en Iran contre la dictature des mollahs. Elles sont une source d'inspiration pour les femmes et les hommes en Iran en quête de liberté. Les documents révélés par Wikileaks, a ajouté Mme Bauer, montrent que le gouvernement irakien n'a aucun respect pour les droits humains. Nous devons pousser les Etats-Unis et l'ONU à respecter leurs engagements et assumer leurs responsabilités afin d'assurer et de garantir la protection d'Achraf et pour y installer de manière permanente une équipe d'observateurs de la MANUI.

Romana Jordan-Cizelj a estimé quant à elle qu'il était temps que l'Europe et les Etats-Unis donnent la priorité aux droits humains dans leurs relations avec les dictatures. Nous soutenons les activités des femmes iraniennes et de la résistance et je remercie personnellement Mme Radjavi pour ses efforts.

Marian Harkin a souligné l'importance des révélations de Wikileaks et tout en soulignant la nécessité de soutenir les Achrafiens, elle a rappelé que la situation en Iran ne pouvait revenir en arrière.

Dolat Norouzi a précisé que les femmes dans la résistance jouent un rôle déterminant. Malgré la répression cruelle, les arrestations arbitraires, la torture, les lapidations, les pendaisons, la résistance en Iran va de l'avant. A travers leurs slogans de « A bas le dictateur » et « A bas le principe du guide suprême », les Iraniens ont montré au monde qu'ils veulent un changement de régime.

A Achraf, a-t-elle ajouté, il y a 3400 Moudjahidine du peuple, dont un millier de femmes, qui sont une source d'énergie et d'inspiration de lutte pour la liberté. C'est pourquoi ils font l'objet de pressions et de menaces du régime iranien. Le gouvernement de Maliki qui agit à la demande de Téhéran, est responsable de nombreux crimes contre le peuple irakien et surtout les Moudjahidine d'Achraf, comme en témoignent les documents divulgués par Wikileaks. Ces derniers mois encore, les forces armées sous les ordres de Maliki ont renforcé le blocus inhumain d'Achraf et les tortures psychologiques des habitants. Nous demandons à Washington de respecter ses engagements et d'assumer la protection d'Achraf dans le cadre du droit international et la 4^e convention de Genève.

Le chef de la police prend pour cible les femmes à vélo

Le nouveau chef de la police d'Ispahan a déclaré que c'était un délit pour les femmes de faire du vélo ou des rollers en public.

Ces deux activités font partie d'une liste d'autres considérées comme étant délictueuses pour les femmes a dit Hassan Karami dans une déclaration le 18 octobre.

D'autres infractions comprennent le fait de chanter près du célèbre pont Khajou d'Ispahan et de jouer au volley-ball en public. Karami a aussi déclaré que c'était un délit pour les deux sexes de jouer aux cartes dans les jardins publics.

Karami a déclaré que la police

« engagera de lourdes poursuites » contre les délinquants. Il a ajouté que le nombre de commissariats et de patrouilles allaient être augmenté en vue de combattre le crime dans la ville.

Pendant longtemps la question de savoir si les femmes devaient être autorisées à faire du vélo a fait polémique. Il y a un mois, l'imam du Vendredi de Téhéran, Ahmad Khatami, a déclaré qu'il avait reçu « des nouvelles préoccupantes » concernant des femmes à vélo dans les rues de Téhéran. Suite à sa déclaration, la police de Téhéran a commencé à interpellé des femmes cyclistes.

Condamné à cinq ans de prison pour délit de filiation

Le 17 octobre, le tribunal de la révolution présidé par le juge Salavati a condamné Mohammad Banazadeh-Amirkhizi à 5 ans de prison à la centrale de Gohardacht pour délit de filiation, ayant un enfant au camp d'Achraf.

M. Amirkhizi, âgé de 63 ans, a été placé en détention le 27 novembre après un raid sur son lieu de travail. Il a été transféré à la section 209 de la sécurité.

Son épouse Chahla Zarrinfar a été

relâchée après avoir purgé sa peine d'un an de prison pour être allée voir son enfant au camp d'Achraf.

Sa soeur Kobra Banazadeh Amirkhizi est actuellement emprisonnée à la prison de Gohardacht à Karadj parce qu'elle voulait aller voir ses enfants au camp d'Achraf.

Ses frères Asghar et Hamid Banazadeh ont été relâchés il y a quelques temps après avoir purgé leurs peines.

Une main amputée pour des confiseries

AP, 16 octobre – Un juge iranien a ordonné l'amputation de la main d'un homme qui a reconnu avoir volé dans une confiserie, ont rapporté samedi les médias du pays.

L'agence de presse semi-officielle iranienne Fars a déclaré que le juge principal du tribunal de Téhéran avait

aussi condamné le jeune homme de 21 ans, non identifié, à un an de prison en lui ordonnant de rendre les articles volés. La décision survient quelques jours après que les autorités iraniennes aient amputé la main d'un autre homme déclaré coupable de vol dans la ville de Machad dans le nord-est du pays.

Afchine Baymani subit des pressions intenses à la prison de Gohardacht

24 octobre - Afchine Baymani prisonnier politique accusé de "d'association avec des organisations de l'opposition" et condamné à vie, subit des pressions extrêmes par les autorités de la prison de Gohardacht.

Le 3 octobre, Afchine Baymani a été agressé et mis à l'isolement sur ordre du directeur du bureau des

renseignements de la prison. Depuis il est sujet de graves tortures et interdit de voir sa famille et de recevoir des appels téléphoniques.

Des rapports de Gohardacht indiquent que Baymani a été soumis à de longues tortures à coups de matraques électriques et de matraques ordinaires avant d'être mis à l'isolement.